African Union



DAKAR 2 COMPACT

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE ÉQUATORIALE POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE





Résumé exécutif

1. Stratégie

Le Pacte est en cohérence avec le plan de développement « Vision 2035 », qui a des piliers alignés avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine : l'éradication de la pauvreté, l'inclusion sociale et la paix durable, la production, la productivité et l'industrialisation, la durabilité environnementale et le développement territorial.
Il s'inscrit parfaitement dans le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA).

L'objectif du Pacte est de contribuer à la diversification de l'économie et d'augmenter la productivité et les productions alimentaires en mettant l'accent sur les filières prioritaires (banane plantain, riz, manioc et aquaculture) pour renforcer la sécurité alimentaire et la promotion de chaînes de valeur agricole et aquacole, en conformité avec les orientations stratégiques de la République de Guinée équatoriale.

De façon spécifique, il s'agira pour le Pacte d'augmenter la productivité et les productions de manioc, banane plantain, riz et de produits aquacoles pour atteindre la souveraineté alimentaire du pays.

La mise en œuvre du Pacte permettra d'atteindre l'autosuffisance alimentaire par le biais des innovations technologiques, le développement des chaînes de valeur, une plus grande utilisation des semences de meilleure qualité et des engrais par les producteurs et un accroissement des investissements dans le secteur.

2. Engagement politique

Pour y parvenir, la Guinée équatoriale, à travers le Pacte, s'engage à :

- Mobiliser des investissements plus importants, plus nombreux et de meilleure qualité.
- Transformer des chaînes de valeur entières.
- Promouvoir la facilitation de la transformation par le secteur public, mais dirigée par le secteur privé.

Il est attendu que cet engagement fort permette une production supplémentaire de 71 429 tonnes de riz, 57 000 tonnes de maïs, 12 000 tonnes de manioc, 7 200 tonnes d'igname, 6 250 tonnes de pomme de terre, 30 000 tonnes de légumes et 15 000 tonnes de fruits.
Dans la perspective d'accroître la production agricole, comme mentionnée ci-dessus, le pays prévoit 100 000 hectares de surface agricole supplémentaire d'ici à 2025.

3. Engagement de financement et partenariats

La Guinée équatoriale a besoin d'au moins 200 millions de dollars américains pour réaliser les objectifs de son Pacte et atteindre l'autosuffisance, générant ainsi des progrès significatifs vers la réduction du fardeau des importations et l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.

Ce financement concerne quatre interventions majeures :

- 130 millions de dollars pour le développement des chaines de valeur des filières agricoles.
- 50 millions de dollars pour le projet de développement des chaînes de valeur du secteur de la pêche et de l'aquaculture (phase II du PASPA).
- 30 millions de dollars pour le projet de développement des cultures maraîchères et l'arboriculture.
- 20 millions de dollars pour le développement de l'élevage.

4. Mécanisme de coordination

Sous l'autorité du président de la République, il sera créé un Conseil de suivi de la mise en œuvre du Pacte. Sa composition et ses missions seront précisées par le gouvernement.

Ce conseil sera élargi aux partenaires du développement et aux représentants des organisations socio-professionnelles. Un organe de mise en œuvre du Pacte, rattaché au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts et de l'Environnement, sera mis en place.

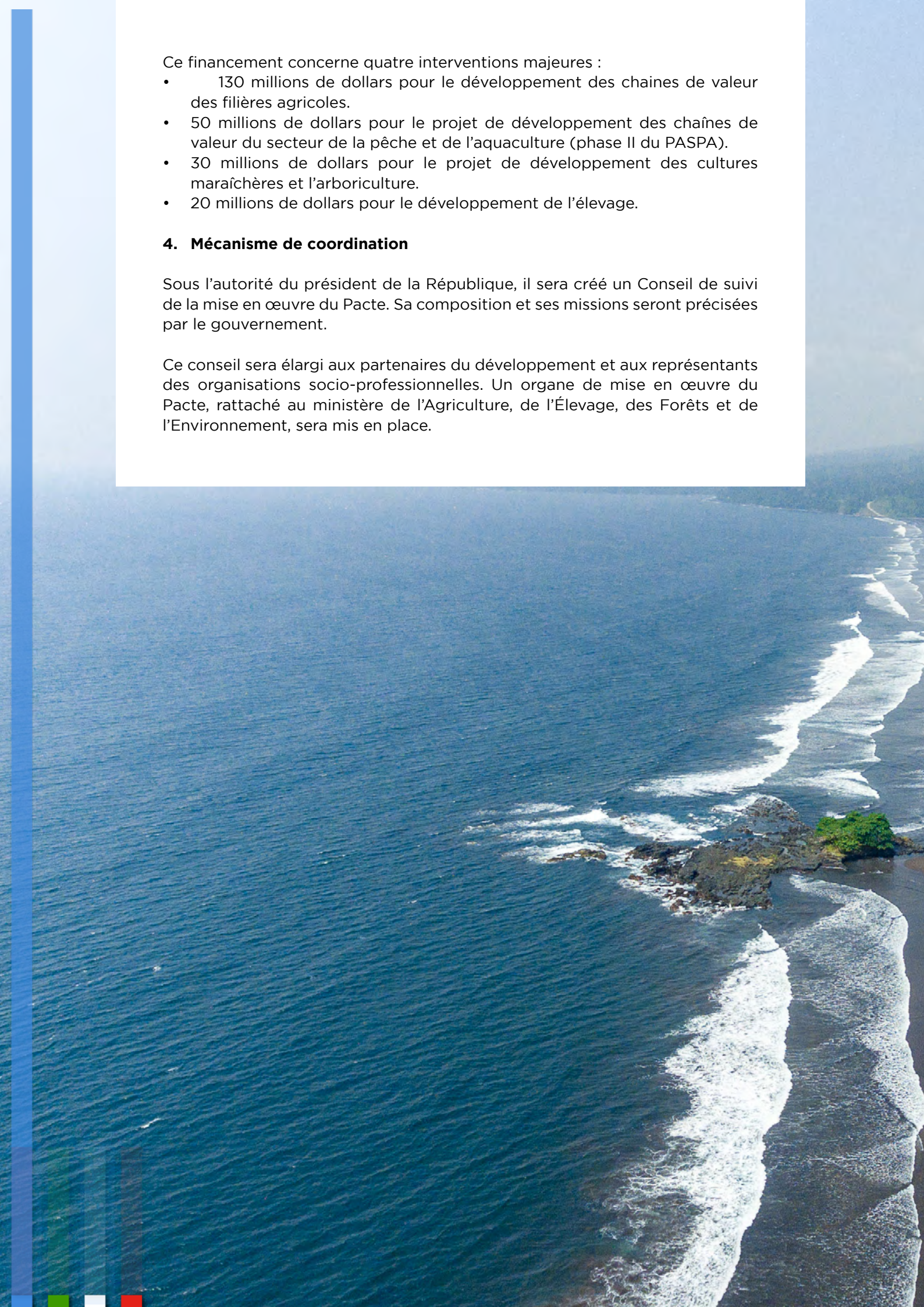




Table of Content

1.	Introduction et état des lieux	1
2.	Plans nationaux d'investissement agricole et progrès réalisés à ce jour	5
3.	Combler le déficit : que faire ?	9
4.	Contribution des partenaires aux principales possibilités	11
5.	Un appel à l'action	13
6.	Mise en œuvre	15
7.	Déclaration du Gouvernement et des partenaires	17



1

Introduction and Current Situation

Le pays est situé dans le golfe de Guinée avec une partie continentale (92,7%) et une insulaire (7,3%) réparties sur 28 050 km2. La population est estimée à 1,22 million d'habitants et 29,3% vivent en milieu rural (recensement de 2015). La Guinée équatoriale a un très grand potentiel de production agricole et affiche un climat favorable pour toutes les cultures tropicales et sous-tropicales, un sol fertile estimé à 850.000 hectares de terres destinées aux cultures vivrières, des précipitations annuelles qui dépassent 2005 mm dans la plupart des régions ainsi que des réserves d'eau abondantes.

Situation actuelle du secteur agricole et de l'approvisionnement alimentaire

Comme dans la plupart des pays d'Afrique centrale, le secteur agricole est peu développé et dominé par de petites exploitations familiales pratiquant une agriculture vivrière à faible productivité. Le potentiel agricole est sous-exploité (20 000 sur 850 000 hectares). Les principales productions sont le manioc, le plantain, le macabo et le taro, l'arachide en coque et la courge. Au total, 10 à 20 % des productions vivrières équato–guinéennes sont commercialisées. Les cultures d'exportation (cacao, café) sont les principales cultures de rente héritées des propriétaires et travailleurs agricoles espagnols, qui ont quitté le pays dans les années 1970. En 1999 et 2000, cette branche, très sensible aux variations des prix à la production, a souffert d'une chute des prix de 20%, qui a eu de fortes répercussions sur la production. Celle-ci a reculé de 30% en 1999-2000, et de 5% supplémentaires en 2000-2001.

La contribution du secteur agricole au PIB a connu une forte baisse depuis l'avènement de la production pétrolière. Elle est passée de 11,3% au début des années 1990 à 2,6% en 2021. Cependant, le secteur demeure un grand pourvoyeur d'emplois avec près de 70% de la population. Selon les données officielles, quelque 60% d'Équato-guinéens vivent dans les zones rurales, fortement tributaires de l'agriculture de subsistance.

Il importe de mentionner que le taux de croissance de l'agriculture a été stable sur les cinq dernières années, de même que la composition sectorielle de cette branche, où les cultures vivrières constituent les deux tiers de la production totale. Depuis quelques années, des progrès notables sont enregistrés dans le secteur et sont à mettre à l'actif des autorités qui s'efforcent de réorganiser et de revitaliser ce secteur qui demeure la principale richesse du pays.

Cependant, en dépit de ces progrès réalisés, force est de constater que l'agriculture se présente actuellement comme un secteur riche en potentialités mais encore gravement sinistré. Cette contre-performance du secteur agricole découle d'une combinaison de facteurs qui trouvent leurs fondements dans : i) le faible niveau de financement du secteur ; ii) le très faible taux d'occupation des terres à vocation agricole ; iii) le faible niveau d'utilisation des intrants agricoles ; iv) l'inexistence d'unités de transformation agricole dans les sites de production ; v) le faible niveau de structuration des organisations paysannes ; vi) l'absence de système de collecte des statistiques agricoles indispensables au suivi de l'exécution et à l'analyse d'impact des politiques, programmes et projets de développement agricole et rural mis en œuvre ; vii) le statut et le mode de gestion du patrimoine foncier inapproprié, surtout à l'endroit des femmes ; viii) le déficit de recherche agricole et rurale, d'innovations pour les petits exploitants, dont une majorité de femmes ; ix) le déficit de matériels agricoles modernes pour les exploitants agricoles, surtout ruraux ; x) la faiblesse du dispositif d'appui, de conseil et d'accompagnement des ménages agricoles, en termes d'itinéraires techniques et l'insuffisance d'infrastructures agro-économiques et sociales en milieu rural.

L'ensemble de ces contraintes, combiné à la nature pétrolière de l'économie, pose le problème de la sécurité alimentaire du pays.

Situation de l'approvisionnement alimentaire

Données sur la malnutrition. Le bilan alimentaire est déficitaire et les besoins sont couverts à 20% seulement. Le pays figure parmi ceux accusant un déficit alimentaire et nutritionnel, en dépit du potentiel agricole et halieutique disponible et des revenus pétroliers. L'incidence des problèmes de nutrition est notée pour les enfants de moins de cinq ans. Près des deux tiers de la population ont des déficits en calories et en protéines dans leurs rations quotidiennes. Selon les données fournies par l'UNICEF en 2016, 6% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale, 26% souffrent de retard de croissance, 3% d'émaciation, et 13% d'insuffisance pondérale à la naissance. Les données relatives à la mortalité infantile donnent 94 décès pour 1 000 naissances, ce qui place la Guinée équatoriale très loin de l'objectif de réduire la mortalité des moins de cinq ans à 25 pour 1 000 naissances (Objectif de développement durable n°3). La pauvreté touche de nombreux ménages et on observe un exode rural massif lié à la pauvreté dans les campagnes, induit par les faibles performances du secteur agricole.

Balance commerciale liée au secteur agricole. Malgré le fort potentiel de ressources naturelles et les opportunités de développement agricole et halieutique, le pays continue à importer des denrées alimentaires (près de 80% de ses besoins alimentaires). Les importations de poissons congelés pèsent lourdement dans la balance commerciale (11 milliards de dollars américains en 2017), avec une tendance croissante d'année en année. Le potentiel halieutique de 74 600 tonnes est exploité à seulement 0,7%. Une agriculture vivrière d'autosubsistance existe mais ne permet pas de faire face à la demande urbaine de plus en plus satisfaite par les importations. L'offre nationale de produits vivriers ne permet de satisfaire que 20 à 30% de la consommation nationale totale (riz, manioc, maïs, tubercules, arachide). Une quantité importante de nourriture est importée, principalement du Cameroun, pour satisfaire la demande.





Facteurs externes clés

Les restrictions liées à la pandémie ont affecté l'économie en raison de la suspension temporaire de la production pétrolière, principal moteur de l'économie ; la fermeture des frontières pour contenir la pandémie a, en outre, provoqué un ralentissement des échanges commerciaux. La pandémie de Covid-19 a surtout affecté la santé alimentaire et nutritionnelle à travers l'impact négatif sur les chaînes d'approvisionnement.

Par ailleurs, la guerre en Ukraine a eu une incidence négative sur la sécurité alimentaire en Guinée équatoriale quant à la disponibilité et aux prix de certaines cultures vivrières, notamment le blé et le tournesol. En effet, il a été constaté des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, entraînant la hausse des prix sur les marchés, avec pour conséquence une intensification de la faim et de l'insécurité alimentaire.

Productivité

Estimations des écarts d'approvisionnement à l'échelle nationale du maïs, du manioc, de la banane plantain et du riz. Les activités de production agricole, animales et halieutiques ont des niveaux de productivité très faibles. Comme les autres pays de la CEMAC, il s'agit d'une agriculture de subsistance. Les rendements à l'hectare pour les filières ciblées comme prioritaires se présentent comme suit :

- Riz : de 1,5 tonne à 2,5 tonnes.
- Banane plantain : 5 tonnes.
- Manioc : de 8 tonnes à 12 tonnes.
- Maïs : de 1 tonne à 2,5 tonnes.
- Igname : de 8 tonnes à 18 tonnes.
- Pomme de terre : de 10 tonnes à 15 tonnes.

En termes de production, les volumes attendus sont estimés à 71 429 tonnes pour le riz, 57 000 tonnes pour le maïs, 12 000 tonnes pour le manioc, 7 200 tonnes pour l'igname et 6 250 tonnes pour la pomme de terre.

Ces volumes de production, bien qu'en progression, demeurent insuffisants pour répondre de façon efficace à la demande nationale. Le très faible taux d'occupation des terres à vocation agricole démontre que le potentiel agricole en Guinée Équatoriale demeure sous-exploité. Beaucoup de terres arables sont en effet à l'abandon.

Pertes après récolte et valeur ajoutée

Niveau de perte post-récolte. En plus de la faible productivité agricole, la Guinée équatoriale fait face à d'importantes pertes après récolte liées à une faible capacité de maîtrise de techniques de conservation appropriées pour ces produits hautement périssables. À cela s'ajoute un faible accès au marché en raison de contraintes liées aux moyens de transport et au caractère encore artisanal de l'industrie agro-alimentaire.

Capture de valeur insuffisante. Depuis quelques années, des efforts tangibles ont été enregistrés dans le secteur agricole et l'augmentation de la production locale des denrées alimentaires permet de mieux approvisionner les marchés urbains, même si le pays continue à importer des denrées agricoles du Cameroun. Plusieurs facteurs ont contribué à cet accroissement de la production, dont le développement du réseau routier et, plus récemment, le crédit rural: une initiative de la Banque nationale de Guinée équatoriale (Bange), qui peut désormais accorder un prêt de 5 à 20 millions de FCFA (de 7600 à 30500 euros environ) à une association, assorti d'une formation de ses membres pour améliorer la production et la commercialisation.

Malgré quelques progrès, les chaînes de valeur pour les spéculations restent très limitées pour les raisons suivantes : i) le secteur agricole est peu développé et dominé par de petites exploitations familiales pratiquant une agriculture vivrière à faible productivité ; ii) la baisse des approvisionnements des marchés ; iii) la transformation limitée des produits.

Au regard de leur faible valeur ajoutée, l'apport de ces produits à l'économie nationale demeure insuffisant, de même que leur incidence sur les revenus des producteurs et leurs moyens d'existence. La Guinée équatoriale ambitionne de développer une agriculture assurant la sécurité alimentaire, des emplois rémunérateurs et une qualité de vie en milieu rural. Dans cette perspective, elle devra consacrer une part conséquente de ses investissements au secteur agricole pour stimuler la production, mais aussi pour la transformation et la commercialisation des principales spéculations dans une logique de chaînes de valeur afin d'exploiter la demande sur les marchés nationaux et internationaux.

Manque d'accès aux marchés. Les contraintes liées à l'accès limité des produits agricoles aux marchés se justifient à travers une combinaison de facteurs :

- Une faible production (inadéquation entre l'offre et la demande).
- Des pertes post-récoltes dues à l'indisponibilité des technologies de transformation et de consommation.
- Un accès limité aux intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires) et aux conseils agricoles de qualité, l'insuffisance et le mauvais état des infrastructures de production et de commercialisation agricoles.
- La faible interconnectivité entre les différents maillons de la chaîne des filières.
- L'exclusion numérique et le faible accès aux outils modernes et aux données agronomiques.



2

Plans nationaux d'investissement agricole et progrès réalisés à ce jour

Le Plan de développement « Vision 2035 » de la Guinée équatoriale a des piliers alignés sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine : l'éradication de la pauvreté, l'inclusion sociale et la paix durable, la production, la productivité et l'industrialisation, la durabilité environnementale et le développement territorial.

Les plans de développement agricole du pays ont été élaborés en conformité avec le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), en articulation avec le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dans le but d'améliorer et de promouvoir l'agriculture continentale afin d'éliminer la faim et réduire la pauvreté.

Il s'agit des documents ci-après :

Le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA), structuré autour de quatre orientations principales ou axes stratégiques :

i. Accroissement de la production alimentaire et amélioration de la productivité.
ii. Valorisation, commercialisation des produits alimentaires et accès au crédit.
iii. Amélioration de l'état nutritionnel de la population, contrôle et surveillance et gestion des vulnérabilités.
iv. Renforcement institutionnel.

Le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) a pour objectif principal de fournir une feuille de route, dans laquelle les principaux sous-secteurs d'investissement dans le secteur agricole sont définis dans un cadre stratégique de développement garantissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population ainsi qu'une croissance agricole durable avec le but de diminuer la dépendance externe pour la consommation alimentaire. Pour cela, les priorités d'intervention sont les mêmes que dans le PNSA.



Objectif du Pacte

L'objectif du Pacte est de contribuer à la diversification de l'économie et d'augmenter la productivité et les productions alimentaires en mettant l'accent sur les filières prioritaires (banane plantain, riz, manioc et aquaculture) pour renforcer la sécurité alimentaire et la promotion de chaînes de valeur agricoles et aquacoles en conformité avec les orientations stratégiques du pays. De façon spécifique, il s'agira pour le Pacte d'augmenter la productivité et les productions de manioc, banane plantain, riz et de produits aquacoles pour atteindre la souveraineté alimentaire du pays.

Pour y parvenir, le Pacte devra s'appuyer sur les interventions prioritaires suivantes :

i. Mobiliser des investissements plus importants, plus nombreux et de meilleure qualité.
ii. Transformer des chaînes de valeur entières.
iii. Promouvoir la facilitation de la transformation par le secteur public, mais dirigée par le secteur privé.

Objectifs de production dans des chaînes de valeur agricoles spécifiques

La Guinée équatoriale a besoin d'aide et d'investissements pour atteindre la production supplémentaire de 71 429 tonnes pour le riz, 57 000 tonnes pour le maïs, 12 000 tonnes pour le manioc, 7 200 tonnes pour l'igname et 6 250 tonnes pour la pomme de terre.

L'atteinte des objectifs de production nécessitera une feuille de route efficace et efficiente axée sur les éléments suivants :

Une plus grande résilience : le pays compte sur sa politique de diversification des sources de croissance pour relancer le secteur agricole. À cet effet, les investissements dans le secteur agricole seront axés sur les interventions prioritaires suivantes :

- Le développement d'une industrie semencière.
- La mise à disposition des terres agricoles.
- Le développement de la mécanisation et de la transformation.
- Un accès garanti au marché.

Une plus grande utilisation des engrais par les producteurs :

- 4 845 tonnes de NPK (azote, phosphate et potassium).
- 3 185 tonnes d'urée et 3 570 tonnes de matière organique.

Des rendements plus élevés :

- Riz : de 1,5 tonne à 2,5 tonnes.
- Banane : plantain 5 tonnes.
- Manioc : 8 tonnes à 12 tonnes.
- Maïs : de 1 tonne à 2,5 tonnes.
- Igname : de 8 tonnes à 18 tonnes.
- Pomme de terre : de 10 tonnes à 15 tonnes.

Des terres cultivées supplémentaires : dans la perspective d'accroître la production agricole, la Guinée équatoriale prévoit d'augmenter de 100 000 hectares sa surface agricole d'ici à 2025, dont environ :

- 5 000 hectares pour la culture du riz (double culture sur terres irriguées).
- 15 000 hectares de maïs.
- 1 000 hectares de soja.
- 50 000 hectares pour la culture de la banane plantain.
- 100 000 hectares pour le manioc.

Le développement de la pêche et de l'aquaculture :

- Amélioration de l'accès aux infrastructures de pêche et d'aquaculture.
- Renforcement des capacités des acteurs de la pêche.
- Montage de PPP dans le secteur de la pêche.

Une valeur ajoutée complémentaire

Un montant estimé de **150 millions dollars américains d'investissements agricoles** a été convenu pour atteindre les objectifs du Pacte en Guinée équatoriale :

- 100 millions dollars pour le développement des chaînes de valeur des filières agricoles.
- 50 millions dollars pour le développement des chaînes de valeur du secteur de la pêche et de l'aquaculture (phase II du PASPA).





3

Combler le déficit : que faire ?

Conséquence de l'inaction, comment combler le déficit ?

Si rien n'est fait, la situation du secteur agricole et de la sécurité alimentaire en Guinée équatoriale pourra se complexifier et se traduira davantage par des difficultés d'accès au financement (les acteurs du secteur éprouvent des difficultés pour obtenir des prêts).

Pour rappel, il y a lieu de noter les principaux déficits suivants :

- La trop grande prédominance de l'État dans le secteur agricole.
- Le manque d'infrastructures couvrant toute la chaîne de valeur (production-> consommation).
- Les difficultés d'accès au foncier (processus d'acquisition de terres long et complexe).
- La main-d'œuvre limitée, faiblement qualifiée et coûteuse.
- Les difficultés d'accès à des semences de qualité adaptées au sol gabonais en raison du faible développement des filières semencières.
- Les coûts élevés des intrants et les semences sur les marchés internationaux.
- Un secteur dominé par des structures artisanales avec un manque d'acteurs structurés ne permettant pas une production à grande échelle.
- La forte dépendance du pays aux importations.
- Un faible niveau de transformation des produits.
- Le manque de productivité de l'appareil productif avec des installations vieillissantes et faiblement automatisées.

Impacts positifs potentiels de la réalisation des objectifs du Pacte

La mise en œuvre du Pacte apportera des réponses concrètes aux besoins alimentaires du pays, permettra de réduire la dépendance du pays aux importations des denrées alimentaires et de créer plus d'emplois pour les jeunes et les femmes à travers la promotion de l'agrobusiness. Ainsi, pour atteindre les objectifs visés par le Pacte, plusieurs types d'intervention seront développés :

- La participation et la responsabilisation de tous les acteurs selon leur mandat, un recentrage de l'État dans son rôle régalien permettant ainsi aux opérateurs privés d'avoir des marges de manœuvre suffisantes pour exercer un rôle moteur dans la production, la transformation et la commercialisation.
- Le PPP pour le développement d'un dialogue public-privé et comme mode de financement des investissements dans le secteur rural.
- Le renforcement des capacités des acteurs et la mise à leur disposition des ressources requises.
- L'appui au développement des chaînes de valeur/chaînes d'approvisionnement, avec une priorité aux interventions initiées par le secteur privé et orientées vers le marché.
- L'amélioration du potentiel agricole, pastoral et halieutique.
- Le développement des infrastructures commerciales visant à améliorer le lien entre les producteurs et le marché et la qualité des produits, et à réduire les coûts et les délais de commercialisation.
- L'appui à la mise en place de mécanismes durables de fourniture de biens et services agricoles, impliquant fortement le secteur privé.



4

Contribution des partenaires aux principales possibilités

Pour atteindre ces objectifs de production, les partenaires devront doubler leurs succès et optimiser l'effet de levier des opportunités nouvelles et existantes. Il s'agira pour les partenaires de faire plus de ce qui fonctionne, de manière plus efficiente et efficace.

Cartographie des partenaires

La Guinée équatoriale sollicitera ses partenaires traditionnels, que sont la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque islamique de développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds international pour le développement agricole, l'Union européenne, les agences de coopération française, suisse, allemande, chinoise, japonaise et indienne.

Optimiser l'effet de levier des opportunités nouvelles et existantes

La Guinée équatoriale aura recours à différentes stratégies pour capter toutes les opportunités afin de rendre performant le secteur agricole et répondre aux besoins de sécurité alimentaire de la population, en particulier :

Des stratégies d'intervention orientées vers le marché et initiées par le secteur privé. Les interventions passées montrent que les investissements pour appuyer le secteur privé, y compris les OP et le développement d'une agriculture commerciale, sont plus efficaces si elles sont basées sur l'identification et l'évaluation des opportunités de marché, et orientent les activités au niveau de la production et l'appui à la construction de chaînes de valeur.

Une approche intégrée vers le développement de chaînes d'approvisionnement. Les enseignements montrent que résoudre un problème sur un segment spécifique de filière n'aboutit pas nécessairement à l'amélioration des performances de cette filière si d'autres blocages persistent. Les interventions doivent donc être structurées sur la base d'un diagnostic intégré, permettant d'analyser tous les maillons des chaînes d'approvisionnement, depuis la production jusqu'à la commercialisation, dans le but d'identifier les contraintes spécifiques et les goulets d'étranglement à leur développement.

Une sécurisation des investissements dans les filières comme facteur clé de succès. Les préoccupations du secteur privé, pour son implication dans la promotion des filières rurales, reposent sur la nécessité d'une fonction d'arbitrage et d'encadrement des relations au sein des filières.

Le Partenariat Public-Privé reste un moyen efficace pour encourager l'investissement du secteur privé dans les filières si les investissements des programmes et projets sont bien ciblés.





5 Un appel à l'action

La mise en œuvre du Pacte permettra d'atteindre l'autosuffisance alimentaire par le biais des innovations technologiques, le développement des chaînes de valeur, une plus grande utilisation des semences de meilleure qualité et des engrais par les producteurs ainsi qu'un accroissement des investissements dans le secteur.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est une opportunité que la Guinée équatoriale pourra saisir pour mobiliser les investissements directs étrangers afin de favoriser la productivité, développer l'agrobusiness et tirer les bénéfices de la mise en place de ce marché qui compte plus d'un milliard d'habitants.





6 Mise en œuvre

Sous l'autorité du président de la République, il sera créé un Conseil de suivi de la mise en œuvre du Pacte national pour l'agriculture et l'alimentation. Sa composition et ses missions seront précisées par le gouvernement. Ce conseil sera élargi aux partenaires du développement et aux représentants des organisations socio-professionnelles. Un organe de mise en œuvre du Pacte rattaché au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts et de l'Environnement, sera mis en place.

Les principaux risques sont liés aux capacités des acteurs et à l'adhésion du secteur privé. Le Pacte prévoit le renforcement des capacités des acteurs dans le cadre des projets envisagés. En outre, des réformes sont mises en œuvre pour améliorer le climat des affaires.





7

Déclaration du Gouvernement et des partenaires

Un montant estimé de 150 millions de dollars américains d'investissement agricole a été convenu pour atteindre les objectifs du Pacte en Guinée équatoriale :

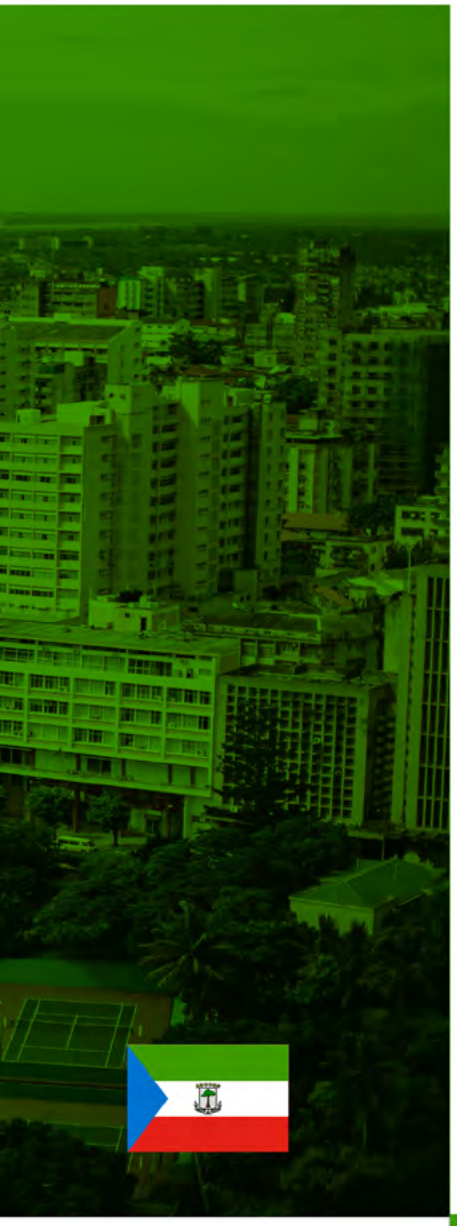
- 100 millions de dollars pour le développement des chaînes de valeur des filières agricoles.
- 50 millions de dollars pour le développement des chaînes de valeur du secteur de la pêche et de l'aquaculture (phase II du PASPA).











DAKAR 2 COMPACT

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE ÉQUATORIALE POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

